



**ARRETE N° M-2026-1 REGLEMENTANT LA CIRCULATION  
SUR LA COMMUNE DE MONLET**

**Le Maire de Monlet,**

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2213-1 et suivants ;

**VU** le code de la route, et notamment ses articles L 411-1 et R 411-25 ;

**VU** la demande formulée le 9 janvier 2026 par Madame Séverine VASSAL pour l'entreprise ETPL – 41 route des Malavals – le Luc 12500 CASTELNAU-DE-MANDAILLES ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de réglementer la circulation pour permettre de mener à bien l'opération d'enfouissement de fibre optique dans le cadre du déploiement de la fibre ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Pendant la durée des travaux, la circulation sera interdite :

**du vendredi 9 janvier au vendredi 16 janvier 2026  
sur la voie communale n° 19 : de la sortie du village des Ignes au carrefour  
avec la voie communale en direction de Sibeyrot.**

**ARTICLE 2 :** Une déviation sera mise en place par les voies communales n° 14 et 13.

**ARTICLE 3 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies.

**ARTICLE 4 :** La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise ETPL. Elle devra être opérationnelle pendant toute la durée du chantier.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier par l'entreprise ETPL.

**ARTICLE 6 :** Le nettoyage du chantier et la remise en état de la chaussée seront à la charge de l'entreprise ETPL.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le commandant de gendarmerie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monlet, le 9 janvier 2026

Le Maire,

Philippe RITTER



**Voies et délais de recours :**

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif – 6 cours Sablon – BP 129 – 63033 CLERMONT-FERRAND Cedex ou par le biais de l'application informatique "téléréours", accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.